



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 422 – 12 novembre 2021

Zoom sur le commerce extérieur de l'UEMOA en 2020

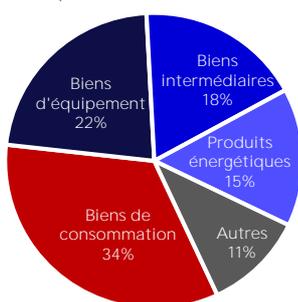
- Malgré la pandémie, les exportations de biens de l'UEMOA sont en progression de 0,5%

Selon [le rapport sur le commerce extérieur en 2020](#) de la BCEAO, les exportations de biens et services des pays de l'UEMOA se sont globalement établies à 20 195,3 Mds FCFA (30,8 Mds EUR), en diminution de 2,8% par rapport à 2019.

Pourtant, les exportations de biens ont légèrement progressé de 0,5% en 2020 sur la période pour s'établir à 17 753 Mds FCFA (27,1 Mds EUR), grâce principalement à une hausse des ventes d'or (+31,1% à 8,6 Mds EUR), de cacao (+2,4% à 4,5 Mds EUR) et de caoutchouc (+12,5% à 912,3 M EUR). Les principaux clients des pays de l'UEMOA en 2020 sont la Suisse (24,5% du total des exportations), les Pays-Bas (5,4%) et la France (4,9%). Par ailleurs, la même année, la Côte d'Ivoire comptait pour 40,8% du total des exportations de l'UEMOA, suivie du Burkina Faso (15,6%) et le Mali (14,6%). Enfin, la baisse globale des exportations se justifie par la forte baisse des activités de services (-21,6% à 2 442,8 Mds FCFA, soit 3,7 Mds EUR), concentrée sur la chute des recettes de voyages (1 Md EUR, -38%) et des recettes de transports (-721,6 M EUR, -23,8%). Les autres services (2 Mds EUR, -8,2%) qui rassemblent les prestations fournies aux non-résidents expliquent également cette baisse.

- L'allègement de la facture énergétique engendre une diminution des importations de biens

Répartition des biens importés par l'UEMOA en 2020



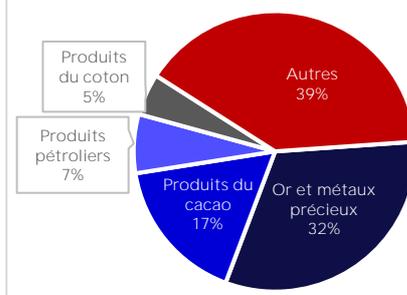
Du côté des importations de biens et services, elles se sont établies globalement en 2020 à 25 280,4 Mds FCFA (38,5 Mds EUR), en diminution de 2,2% par rapport à leur niveau de 2019. En particulier, les importations de biens ont diminué de 2,4% en 2020 pour s'établir en valeur FOB* à 18 664,3 Mds FCFA (28,4 Mds EUR), en lien avec l'allègement de la facture énergétique (-24,8% à 5 Mds EUR), même si celle-ci a été atténuée par la hausse des importations de biens de consommation (+6% à 11,2 Mds EUR). Les principaux fournisseurs des pays de l'UEMOA sur la période sont la Chine (15,7% du total des importations) et la France (14% du total). Par ailleurs, la même année, la Côte d'Ivoire est à l'origine de 29,8% des importations de l'UEMOA, suivie par le Sénégal (20,6%) et le Mali (13,3%).

LE CHIFFRE À RETENIR

5,5% du PIB

Le déficit de la balance des biens et services de l'UEMOA en 2020

Répartition des biens exportés par l'UEMOA en 2020



Enfin, les importations de services ont également décliné de 1,5% en 2020 pour s'établir à 6 616,1 Mds FCFA (10,1 Mds EUR), en lien avec la diminution des dépenses de transport.

Le déficit de la balance des biens et services s'est légèrement résorbé

Si les exportations ont diminué de manière légèrement plus importante que les importations, leur poids relatif est plus faible, engendrant une légère amélioration du solde de la balance des biens et services bien que restant déficitaire. Ce déficit s'est ainsi établi à 5,5% du PIB **de l'UEMOA** en 2020 contre 5,7% en 2019. En considérant uniquement les biens, le déficit commercial a enregistré une diminution de 37,6% pour s'établir à 911,3 Mds FCFA (1,4 Md EUR) en base FOB* en 2020, afin de ne représenter que 1% du PIB de l'UEMOA (contre 1,6% du PIB en 2019). Toutefois, pris individuellement, 3 pays ont enregistré un excédent commercial en 2020 : la Côte d'Ivoire (+1,9% du PIB de l'UEMOA) ; le Burkina Faso (+0,9%) et le Mali (+0,2%). A noter que la Côte d'Ivoire est le seul pays de l'UEMOA à enregistrer structurellement un excédent de sa balance commerciale. Enfin, le déficit de la balance des services de l'Union s'est creusée pour atteindre 4,5% du PIB en 2020, soit une hausse de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

*Les importations étant en valeur CAF, elles ont été ajustées de -15% par la BCEAO pour en déduire le fret et l'assurance.

Echanges de biens des pays de l'UEMOA (en Mds FCFA)

Pays	Exportations (FOB)		Importations (CAF)		Solde commercial (% du PIB)	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Bénin	1 788	1 403,9	2 303,7	2 163,4	-0,2	-0,6
Burkina Faso	2 301,3	2 762,1	2 491,6	2 350,3	0,2	0,9
Côte d'Ivoire	7 399,2	7 238,1	6 466,2	6 443,6	2,1	1,9
Guinée-Bissau	145,7	115	225,8	211,7	-0,1	-0,1
Mali	2 153,4	2 586,2	3 008,3	2 670,6	-0,5	0,2
Niger	659,7	653,9	1 717,6	1 901,6	-0,9	-1
Sénégal	2 594,4	2 432,3	4 798,5	4 722,6	-1,7	-1,6
Togo	618,2	563,4	1 225,1	1 332,2	-0,5	-0,7
Total	17 660	17 753	2 303,7	2 163,4	-1,6	-1

Source : BCEAO

Régional

Selon Oxfam, les efforts de lutte contre la pandémie ont été relativement modestes en Afrique de l'ouest

Selon un rapport d'Oxfam intitulé "[la crise des inégalités en Afrique de l'Ouest : lutter contre l'austérité et la pandémie](#)", les pays de la région ont répondu à la crise avec des plans de reprise économique relativement modestes (en moyenne seulement 2,6 % du PIB), en raison de leur capacité limitée à emprunter des fonds supplémentaires pour soutenir les dépenses. En comparaison, les pays d'Afrique subsaharienne y

ont consacré en moyenne 3% de leur PIB. La Mauritanie, le Cap-Vert et le Mali auraient consacré le plus de ressources en proportion de leurs PIB à la riposte contre la pandémie, soit respectivement 5%, 4,6% et 3,8%. A l'inverse, le Togo et le Niger (chacun 1,3% du PIB), la Gambie (1,1%) et le Nigeria (0,6%) seraient les pays les moins dépensiers en proportion de leurs PIB face à la COVID-19. Selon le rapport, si la nature des réponses est variée, tous les pays ont investi dans les mesures de santé contre la pandémie. Cependant, seuls le Bénin, le Ghana, le Mali, le Sénégal et le Togo ont engagé des plans de long terme pour investir davantage dans leur système de santé après 2021.

🇸🇳 Bénin

L'inflation à +2,3% en g.a en octobre

Selon l'Institut national chargé de la statistique, [le taux d'inflation au Togo est ressorti à +2,3% en glissement annuel \(g.a.\) en octobre 2021](#), contre +3% en g.a. le mois précédent. Ce niveau d'inflation est essentiellement tiré par les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+7,8% en g.a). En effet, les prix de tous les autres postes de dépenses ont affiché une évolution inférieure à +3% en g.a (articles d'habillement et chaussures ; logement, gaz et électricité...), voire même une baisse pour certains (transports, restaurants et hôtels ; communication...). Pour rappel, le taux d'inflation moyen pour l'ensemble de l'année 2021 est projeté à +3% par le FMI.

🇸🇳 Burkina Faso

La croissance en 2021 serait impulsée principalement par le secteur secondaire

Selon une [communication](#) du gouvernement, la croissance économique au Burkina Faso en 2021 serait imprimée principalement par le secteur secondaire (+11,1%, après 8,1% en 2020), impulsée par l'extraction d'or et les travaux de construction. Le secteur tertiaire enregistrerait une croissance de 6,3%, après une chute de 4,2%. Cette performance serait imputable à la reprise des activités dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, de l'éducation, des postes et des télécommunications. Quant au secteur primaire, il enregistrerait une croissance de 4,7% en 2021, après 6,5% en 2020. Cette évolution est liée au dynamisme de l'agriculture vivrière, de l'égrenage coton et de l'élevage.

La semaine du Numérique 2021 dans l'Ouest du pays

La [Semaine du Numérique 2021](#) se déroule du 9 au 13 novembre 2021 à Bobo Dioulasso sous le thème : "Projection à l'ère Post Covid-19 : enjeux

d'une transformation digitale réussie". Cette rencontre annuelle a pour objectif de promouvoir et de vulgariser le numérique au Burkina Faso. A cette fin, des salons, conférences, des foires, des rencontres B2B, des formations... sont prévus au programme. Selon les autorités burkinabè, le pays en dispose aujourd'hui de plus de 8 700 km de réseau en fibres optiques exploitables, dont plus de 3000 km sur initiative de l'Etat, contre près de 1 500 km en 2016.

🇸🇳 Côte d'Ivoire

Hausse du chiffre d'affaires du commerce de 12% sur le 1^{er} semestre

L'Indice du chiffre d'affaires du commerce de la Côte d'Ivoire au 1^{er} semestre de l'année 2021 affiche [une croissance de 12,2% en glissement annuel \(g.a\)](#). Le commerce de véhicules automobiles (+25,9% en g.a), le commerce de gros de produits agricoles (+15,1% en g.a) et de biens non alimentaires (+16,8% en g.a) ainsi que le commerce de détail en magasin spécialisé (+18,9% en g.a) ont fortement contribué à cette performance. Toutefois, les activités de commerce gros non spécialisé (-25,7% en g.a) et de commerce de pièces détachées automobiles (-12,5% en g.a) ont enregistré une baisse.

Signature de 9 accords de coopération avec le Nigéria

Les gouvernements ivoiriens et nigériens ont renforcé leur relation bilatérale à travers la [signature de 9 accords de partenariat](#) le 6 novembre 2021 à Abidjan, au terme de la 2^{ème} session de leur grande commission mixte de coopération. Ces accords portent, entre autres, sur la coopération militaire, la protection civile et l'assistance technique, les questions consulaires et la migration, l'économie numérique... Afin de booster leur secteur privé respectif, une lettre d'intention a été signée entre la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) et l'Association des Industriels du Nigéria. Les échanges entre les deux pays se sont élevés globalement à 918,6 Mds FCFA

(1,4 Md EUR) en 2019 et se composaient essentiellement de produits pétroliers, notamment des exportations de pétrole brut du Nigéria vers la Côte d'Ivoire (85% des échanges).

Partenariat entre le Club Abidjan Ville Durable et le Ministère chargé de l'Enseignement technique

Le 4 novembre 2021, le Ministre chargé de l'Enseignement Technique et le Club Abidjan Ville Durable ont [signé un Accord Cadre visant à améliorer l'employabilité des jeunes](#). Ce partenariat a pour ambition (i) d'identifier les filières techniques prioritaires, (ii) de mettre en adéquation l'enseignement technique et le marché de l'emploi, (iii) de revaloriser l'image des formations techniques. Pour information, le Club Abidjan Ville Durable et une communauté d'affaires créée en 2016, regroupant plus de 60 entreprises françaises œuvrant dans le domaine de la Ville Durable.

Accord entre l'UGECI et l'UNIFAB en faveur de la lutte contre la contrefaçon

Le 9 novembre 2021, [une convention de partenariat a été signée](#) entre l'Union des grandes entreprises industrielles de Côte d'Ivoire (UGECI) et l'Union des fabricants pour la protection internationale de la propriété intellectuelle (UNIFAB). Si cette convention officialise le lancement du bureau de l'UNIFAB à Abidjan, elle permet également à l'association de mettre en œuvre des formations et des campagnes de sensibilisation au fléau de la contrefaçon. En parallèle, le partenariat permettra aux entreprises ivoiriennes d'être accompagnées dans leurs démarches de lutte contre la contrefaçon.

Gambie

Signature d'un accord de coopération avec la Chine

Le ministre des Affaires étrangères gambien et l'Ambassadeur de Chine en Gambie ont signé le

5 novembre dernier un [accord de coopération économique et technique pour un montant de 1,2 Md GMD \(20 M EUR\)](#). L'accord signé est une subvention du gouvernement chinois destinée à couvrir les domaines prioritaires essentiels au développement économique de la Gambie. Les projets à financer seront définis d'un commun accord entre les deux pays. Depuis la reprise des relations diplomatiques en 2016, c'est le 5^{ème} accord de coopération signé entre les 2 pays.

Guinée

Hausse significative de la production d'or industrielle au 3^{ème} trimestre en g.a.

Selon le [bulletin des statistiques minières](#) du 3^{ème} trimestre 2021, la production des minerais a connu dans l'ensemble une évolution mitigée au cours de la période sous revue. Ainsi, la production d'or industriel a connu une hausse significative de 69% au troisième trimestre 2021 en glissement annuel (g.a.) ; de même que la production de bauxite (+1,6% en g.a). A l'inverse, la production d'alumine a baissé de 8% en g.a et celle du fer a chuté de 41,1% en g.a. Pour rappel, le secteur minier guinéen pèse environ 16% du PIB et près de 85% en moyenne des exportations de biens.

Libéria

Lancement du projet de transformation du manioc financé par l'UE

Le Projet de transformation du manioc (CASTRAP), qui est la composante nationale libérienne du Programme pour la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP), a été [officiellement lancé](#) le 28 octobre 2021. Le projet est financé par l'Union européenne (UE) et mis en œuvre par l'ONG CERATH, dans le sud-est du Libéria, dans les comtés de Grand Kru, Grand Gedeh, Maryland, Sinoe et River Gee. D'un coût de 5,6 M USD, ce projet vise à : (i) renforcer l'efficacité des acteurs du manioc pour améliorer l'accès aux intrants et marchés ; (ii) améliorer la

production, la transformation et la commercialisation du manioc ; (iii) développer les chaînes de valeur pour les rendre financièrement durable et commercialement viable ; (iv) favoriser des politiques publiques visant à stimuler le secteur du manioc. Selon l'ONG CERATH, près de 65% des agriculteurs du pays cultivent le manioc.

Mali

Hausse des recettes et dons de 15% à fin septembre en g.a

Selon le [rapport sur la situation d'exécution provisoire du budget d'Etat](#) au 30 septembre 2021, les recettes et dons ont atteint 1 363,9 Mds FCFA (2,1 Mds EUR), soit une hausse de 15,1% par rapport au 30 septembre 2020 et un taux de réalisation de 62,3% par rapport à la prévision annuelle. Ils ont été principalement portés par les recettes fiscales qui se situent à 1 297,2 Mds FCFA à fin septembre 2021, soit 95,1% des recettes et dons. Le total général des dépenses s'élève à 1 490,9 Mds FCFA (2,3 Mds EUR) à fin septembre 2021, en progression de 11,2% en glissement annuel et soit un taux d'exécution de 52,5% par rapport à la prévision annuelle. A noter que les dépenses en capital affichent un assez faible taux d'exécution, soit 43,3% par rapport aux prévisions budgétaires, et s'établissent à 382 Mds FCFA (582,4 M EUR) à fin septembre 2021.

Niger

Financement de 90 M EUR de la Banque mondiale en faveur de l'électricité

Le Gouvernement a adopté, le 4 novembre 2021, le [projet de loi autorisant la ratification de l'accord signé le 27 août 2021 entre le Niger et l'Association Internationale de Développement \(AID\) du groupe de la Banque mondiale](#), pour le financement du projet régional d'accès à l'électricité et à la technologie de stockage d'énergie par batteries. Ce financement

comprend un prêt d'un montant de 44,8 M EUR et un don d'un montant 37,1 M DTS (45,5 M EUR). L'objectif global du projet est d'accroître l'accès au réseau électrique, d'améliorer la stabilité du système électrique et d'augmenter l'intégration des énergies renouvelables dans le système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain.

Inc Naturelles Ressources Niger obtient deux permis de recherche pour le fer

Le gouvernement a accordé, le 4 novembre 2021, [deux permis de recherche minière](#) à la société de droit nigérien Inc Naturelles Ressources Niger : le permis "Doguel Kaina" pour fer et substances connexes, dans la région de Tillabéri et le permis "Sanam 4" pour fer et substances connexes, dans les départements de Filingué et de Tahoua. La société s'engage dans les 3 ans suivant la signature des 2 conventions minières, à créer au moins 40 emplois permanents et à investir pour la réalisation de ses activités, un montant minimum de 2,2 Mds FCFA (3,5 M EUR), dont 11 M FCFA (16,8 K EUR) par an pour sa contribution au développement local des communes dans lesquelles elle conduira ses activités et le même montant annuel pour sa contribution au renforcement des capacités des agents de l'administration des mines et de la géologie.

Le parlement ratifie 3 accords de prêt d'un montant total de 76 M EUR

Le 25 octobre 2021, [l'Assemblée Nationale a ratifié de 3 accords de prêts pour un montant total de 76 M EUR](#). Deux prêts signés avec la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) permettront de financer partiellement : (i) le projet de réhabilitation et d'extension de l'aéroport de Diffa (25 Mds FCFA ; 38,1 M EUR) et (ii) le projet d'aménagement hydro-agricole de 3300 hectares dans le cadre du plan d'action de réinstallation des populations du programme Kandadji (15 Mds FCFA ; 22,9 M EUR). Le 3^{ème} prêt, accordé par l'Institut du Crédit Officiel du Royaume d'Espagne et d'un montant de 15 M EUR, permettra de financer le projet d'Appui à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel (PARIIS) au Niger.

🇸🇳 Sénégal

Hausse de l'Indice général d'activité de 2,7% en g.m en septembre 2021

Selon la Direction de la prévision et des études économiques, l'activité économique interne (hors agriculture et sylviculture) a crû de 2,7% en glissement mensuel (g.m) en septembre 2021, en lien principalement avec le renforcement de l'activité de l'administration publique (+16,8% en g.m), grâce notamment à l'accroissement des recettes douanières, et l'évolution positive du secteur tertiaire (+1,8% en g.m). L'activité du secteur secondaire s'est globalement repliée de 6,5%, imputable au recul du secteur extractif (-20,4% en g.m) et de l'activité de "production de la filature, du tissage et de l'ennoblissement textile" (-22,6% en g.m).

L'UE, 1^{er} partenaire commercial du pays

Selon l'ambassadrice de l'Union européenne (UE) au Sénégal, les échanges de marchandises entre l'UE et le pays ont atteint 2 100 Mds FCFA (3,2 Mds EUR) en 2020, avec près de 228 Mds FCFA (347,6 MEUR) de produits sénégalais exportés vers le marché européen. L'annonce a été faite lors de l'atelier de sensibilisation organisé par la Déléation de l'UE à destination de la communauté d'affaires sénégalaises sur les avantages à tirer des accords de partenariats

signés avec le pays. Le Sénégal bénéficie du régime commercial préférentiel européen "Tout sauf les armes" (TSA) depuis 2001, lui octroyant un accès libre de droits de douane et de quotas **au marché de l'UE** : il s'agit du régime le plus favorable du Système de préférence généralisée (SPG) européen, réservé aux pays les moins avancés (PMA).

🇲🇵 Togo

Adoption de la LFR 2021 par le parlement

Le 11 novembre 2021, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité le projet de Loi de finances rectificative (LFR) au titre de l'exercice 2021. Le nouveau budget se justifie par un regain d'activités dans plusieurs secteurs, qui a favorisé un relèvement des projections de recettes, ainsi que la nécessité de renforcer les efforts engagés dans la lutte contre la COVID-19. Ainsi, le nouveau budget est projeté en recettes et en dépenses à 1 702,9 Mds FCFA (2,6 Mds EUR), contre un budget initial de 1 521,6 Mds CFA (2,3 Mds EUR), soit une hausse de 11,9%. Entre autres, les recettes fiscales sont désormais prévues à 729,5 Mds FCFA (1,1 Md EUR) et les dépenses en capital à 455,5 Mds FCFA (694,4 M EUR), en hausse respectivement de 13,2% et 5,6%.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional **d'Abidjan**
Rédacteurs : Service économique régional **d'Abidjan**, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr